

JEAN-LOUIS CHALEARD

CROISSANCE URBAINE ET DYNAMISME RURAL :

L'igname des Lobi (Côte d'Ivoire)

La Côte d'Ivoire connaît depuis plusieurs décennies une croissance urbaine impressionnante : depuis plus de 20 ans, les taux annuels de croissance urbaine sont supérieurs à 8 % et la part des citadins dans la population totale est passée de 15 % en 1958 à 50 % en 1987. Comptant parmi les pays d'Afrique les moins urbanisés en 1940, elle est devenue, en l'espace de moins d'un demi-siècle, un de ceux où le pourcentage de population vivant dans les villes est le plus élevé. Cependant, et sauf en de rares périodes comme en 1977 où l'on a assisté à une flambée des prix, les villes sont relativement bien ravitaillées. Ce résultat est dû en grande partie au dynamisme dont ont fait preuve les populations rurales, et particulièrement la manière dont elles ont développé les cultures pour les marchés urbains. Souvent occultée par la croissance spectaculaire des produits d'exportation, cette évolution est pourtant une des plus importantes qu'ait connue l'agriculture ivoirienne depuis 1960.

Le pays *lobi-koulango* situé dans le nord-est de la Côte d'Ivoire (figure 1) fait partie de ces régions où les paysanneries locales ont développé des productions destinées aux consommateurs des villes. Ici, ce ne sont guère les marchés locaux qui ont servi de moteur à la dynamique rurale. Les taux d'urbanisation sont parmi les plus bas de Côte d'Ivoire : 8,1 % pour le département de Bouna et 11,6 % pour celui de Bondoukou en

1984, l'ensemble des villes de la région n'atteignant pas 53 000 habitants (1). En revanche, la région s'est spécialisée dans la production d'igname précoce pour Abidjan, énorme marché de plus de 2 millions de personnes où la demande est très forte. Contrairement à maintes affirmations, l'alimentation abidjanaise reste encore largement africaine : la comparaison entre les résultats de l'Enquête Budget-Consommation de 1979 et des études précédentes de 1956 et 1963, montre que la consommation par habitant de riz et de produits d'origine étrangère comme le pain n'a pas considérablement changé, stagnant pour le riz et diminuant même pour le pain (2). La place des tubercules, entre autres, est très importante, fournissant près du cinquième des calories consommées. Certes, l'igname précoce, loin derrière la banane plantain ou le manioc, n'occupe qu'une place modeste dans l'alimentation urbaine. Mais les quantités consommées ont fortement augmenté depuis le début des années 1970.

Or, l'igname précoce (*Discorea cayenensis*) trouve son domaine de prédilection dans les savanes pré-forestières du nord de la Côte d'Ivoire. Tant par son climat tropical chaud et moyennement humide (1 200 mm de pluies par an réparties en 8 mois d'avril à novembre) que par ses sols souvent profonds, et d'assez bonne valeur agricole, le Nord-Est convient bien à cette production qui réussit mal, en revanche, en zone forestière trop humide.

Une étude effectuée en 1972 par la S.E.D.E.S. (3) et axée sur la commercialisation des produits vivriers mettait déjà en lumière l'importance des flux d'igname du nord-est sur Abidjan.

-
1. Sources : Direction de la Programmation, de la Budgétisation et du contrôle de Gestion (1984).
 2. D'après ces enquêtes, entre 1956 et 1979, la consommation de riz est passée de 195 à 197 g/pers./jour, et celle de pain de 52 à 27 g/pers./jour. Même si la consommation de pain a été légèrement sous-estimée en 1979, il n'y a pas, comme on le voit, de transformation radicale des modes de consommation alimentaire. Sources : Enquête Budget Consommation (1979), enquête Abidjan INSEE (1956), enquête Abidjan SEMA (1963). Cité dans D. Requier Desjardins (1986) pp. 174-177.
 3. Cf. S.E.D.E.S. (1972) : Société d'Etudes pour le Développement Economique et Social.

Une enquête menée plus récemment, en 1986, par la D.C.G.TX (4), sur les transports routiers, actualise ces observations : les départements de Bouna et de Bondoukou sont parmi les principaux départements expéditeurs d'igname de Côte d'Ivoire ; ils ne sont nettement dépassés que par celui de Bouaké, mais dans ce cas, il s'agit d'igname tardive dont la valeur est moindre (5). En outre, d'après cette enquête, les principaux flux se font sur la métropole ivoirienne : 43 % pour Bondoukou et 83 % pour Bouna (si on inclu les flux sur Bondoukou, qui sont en réalité réexpédiés ensuite sur Abidjan).

Le Nord-Est est une région éloignée d'Abidjan puisque Bouna est à 603 km de la métropole ivoirienne et Bondoukou à 420 km. Mais le coût de la marchandise lui permet de supporter les frais de transport. En effet, les variétés produites dans le Nord-Est sont très prisées sur le marché d'Abidjan et les prix de vente sont nettement plus élevés que ceux des autres tubercules : dans l'ensemble, les ignames précoces sont vendues en moyenne 50 à 60 % plus cher que les variétés d'ignames tardives ou que le manioc.

Le secteur principal de production se situe au nord de Bondoukou, dans une zone peuplée de *Koulango* autochtones, et de *Lobi* qui, à partir du Burkina-Faso, effectuent depuis le début du XX^e siècle un mouvement lent et continu de migration vers le sud (6). Cet ensemble n'est pas pour autant homogène : dans le nord, le peuplement lobi, sous forme d'habitat dispersé, l'emporte ; les densités sont relativement élevées (10 à 20 habitants/km² en moyenne mais parfois beaucoup plus, notamment vers Doropo) ; la zone située entre les rivières Kolodio et Bineda, appelée Z.K.B. (figure 2), était vide jusqu'à une date récente : à partir de 1969, l'administration y a créé de toutes pièces des villages de peuplement lobi afin de canaliser les migrations et de les fixer. Enfin, au sud, dans la sous-préfecture de Nassian et le nord du département de Bondoukou,

4. Direction et Contrôle des Grands Travaux (1986).

5. Les expéditions sont respectivement de 2 723 tonnes et 4 142 tonnes pour les départements de Bouna et Bondoukou contre 8 548 tonnes pour le département de Bouaké.

6. Pour plus de précision sur ce sujet, on peut se reporter à G. Savonnet (1962).

les *Koulango* l'emportent ; mais il s'agit d'un espace peu peuplé où migrent les *Lobi* actuellement.

Les systèmes de production comme le degré d'orientation marchande de l'agriculture diffèrent selon les secteurs et en fonction des populations (7).

L'igname précoce : la production marchande d'une polyculture vivrière

Dans le Nord-Est, l'igname précoce est d'abord une culture vivrière, développée à l'origine pour l'autoconsommation. Comme partout en Côte d'Ivoire, elle entre dans le cadre d'une polyculture qui associe des plantes variées. Toutefois, elle est devenue aujourd'hui à la fois la principale plante cultivée et la principale culture marchande de la région : seule ou associée à l'igname tardive, elle couvre entre le quart et la moitié de la superficie cultivée selon les secteurs et elle fournit plus de la moitié des revenus tirés des plantes cultivées.

Les autres productions vivrières, d'inégale importance, sont beaucoup moins commercialisées. Les céréales couvrent des superficies étendues, voisines de celles de l'igname. Mais les ventes ne dépassent pas le quart des revenus des exploitations. Il s'agit surtout du mil, du sorgho et du maïs, le riz, développé

7. Les enquêtes ont été effectuées au cours de trois missions en novembre 1984, novembre-décembre 1985 et juillet-août 1986. En tout, 71 exploitations, réparties dans 11 villages, ont été étudiées. Seules 64, dont les données sont suffisamment sûres et complètes, ont été retenues pour l'élaboration des statistiques utilisées dans ce travail. En ce qui concerne les superficies cultivées, nous nous sommes servi des relevés de la Cellule évaluation de la C.I.D.T. de Bondoukou que nous avons eu la possibilité de vérifier sur le terrain. Les données sur les revenus sont le résultat de nos enquêtes confrontées au suivi permanent effectué auprès des mêmes exploitants par les enquêteurs de la C.I.D.T. Enfin, dans deux localités du sud, Dimparé et Ouassidé, les enquêtes ont été purement qualitatives. Ce travail doit beaucoup à G. Savonnet (ORSTOM) qui nous a aidé à mettre en place notre échantillon, et à B.S. Ndaw, responsable de la Cellule Evaluation de la C.I.D.T. qui a mis à notre disposition ses résultats.

dans quelques bas-fonds, ayant un intérêt secondaire et très localisé. Quant aux plantes alimentaires, extrêmement variées (arachide, haricot, manioc, etc.), elles n'ont qu'un rôle d'appoint.

Enfin, les productions d'exportation sont peu développées, cas rare en Côte d'Ivoire. Pour des raisons écologiques, les grandes cultures arbustives de la zone forestière, café et cacao, sont exclues ; c'est à peine si on trouve quelques caféières dans le nord du département de Bondoukou. Jusqu'à une date récente, il n'y avait pas de coton, principale production commerciale du nord du pays ; c'est seulement à partir de 1984, dans le cadre d'un projet de développement régional financé par la Banque Mondiale, que sa culture a été vulgarisée. Son introduction est encore trop récente pour que l'on puisse véritablement en mesurer les effets. L'anacarde, développée par les *Koulango* dans le sud, joue un faible rôle. En fait, le principal produit d'exportation est tiré de la cueillette : il s'agit de la noix de karité.

Toutefois, l'importance des différentes productions varie fortement d'un groupe ethnique à l'autre.

Les *Lobi* sont de très loin les plus gros vendeurs d'igname précoce. Ils réalisent 98 % des ventes dans les unités de production enquêtées et tirent 16 fois plus de revenus par habitant de l'igname précoce que les *Koulango*. En même temps, c'est chez eux que ce produit a le plus d'importance dans le total des ressources monétaires de l'exploitation.

Il s'agit là d'un phénomène relativement récent. En effet, l'igname tient une place secondaire dans les systèmes de production traditionnels *lobi*. Dans les années 1920, Labouret ne classe le tubercule qu'au 8^e rang des plantes cultivées, et sur les marchés, sa place est relativement réduite, signe d'une commercialisation limitée (8). Les denrées valorisées et consommées en priorité sont les produits sacrés dits « amers » (appelés *daka*) tels le sorgho ou le mil, qui ne peuvent faire l'objet de ventes que de la part des chefs de maisonnée qui ont « gagné la *daba* », c'est-à-dire qui ont été émancipés par leur père et qui ont reçu de lui une houe (la *daba*). L'igname appar

8. Cf. Labouret H. (1931), pp. 331-361.

tient à la catégorie des produits froids (*uyé*), moins prisés, mais qui peuvent être commercialisés sans restriction, ce qui rend compte de sa place modeste autrefois et de son succès aujourd'hui. Peu consommé, ne faisant l'objet d'aucune limitation, ni d'aucun interdit susceptible d'entraver sa vente, l'igname précoce a pu devenir une grande culture marchande et chez les jeunes, un puissant moyen d'émancipation par les revenus qu'elle procure. Sa croissance a suivi celle des villes depuis plus de vingt ans.

Les *Koulango*, en revanche, vendent beaucoup moins d'igname précoce et de produits vivriers en général. Ils s'adonnent en priorité à l'igname tardive qu'ils consomment et qui représente chez eux près de la moitié des superficies cultivées. Dans l'ensemble, ils mettent en valeur des superficies nettement plus réduites que celles des *Lobi* : l'espace couvert par exploitation *koulango* représente en moyenne à peine 37 % de celui couvert par unité de production de l'autre ethnie, et la superficie totale cultivée par autochtone correspond aux trois quarts de la superficie totale cultivée par *Lobi* (tableau 1). Les écarts de revenus entre les deux groupes sont encore plus importants : ainsi, le revenu tiré des cultures par exploitation n'atteint-il pas chez les *Koulango* 28 % de celui des *Lobi* (tableau 2). Cette situation peut paraître étonnante si on songe que les *Koulango* de la région de Nassian, par exemple, étaient connus à la fin du XIX^e siècle pour leurs ventes de produits vivriers. Mais, d'une part, la conquête française a ruiné le système de production *koulango*, fondé sur l'utilisation d'une main-d'oeuvre servile (9), d'autre part, pendant la période coloniale, les autochtones ont vécu de leur rôle d'intermédiaire entre les colonisateurs et les migrants *lobi*, ce qui les a conduits à porter moins d'intérêt à la production agricole directe. Aujourd'hui, les *Lobi* s'émancipent et versent de moins en moins volontiers de redevances aux anciens maîtres de la terre : les *Koulango* sont devenus les agriculteurs les plus pauvres, même s'ils tiennent encore les coopératives et l'appareil administratif local, surtout, dans le sud.

9. Cf. Boutiller J.L. (1971).

Toutefois, l'inégal intérêt que portent à l'igname précoce autochtones *koulango* et immigrants *lobi* se conjugue à des oppositions régionales, tout aussi importantes, fondées sur l'évolution zonale des données climatiques et l'ancienneté de l'occupation du sol (tableaux 3 et 4). Dans le nord, plus sec et plus précocement pénétré par les colons *lobi*, les superficies cultivées comme les revenus sont relativement faibles. Vers Doropo, l'igname tient une place réduite dans les ressources monétaires de l'exploitation ; ici, ce sont les produits de cueillette, notamment la noix de karité, qui en 1985-86 ont constitué la principale source de revenus : à Béguinandouo, par exemple, la vente des tubercules a rapporté cinq fois moins que celle des fruits de l'arbre. Plus au sud, l'igname peut prendre localement de l'importance, comme vers Saye où elle constitue la principale ressource monétaire. Mais les gains tirés des cultures restent globalement modestes.

En revanche, dans la zone située entre Kolodio et Binéda (Z.K.B.), les revenus sont particulièrement élevés : trois fois en moyenne ceux de la partie nord et beaucoup plus si on limite la comparaison avec le seul secteur de Doropo. L'essentiel des recettes provient de la culture de l'igname qui fournit plus de 50 % de l'ensemble des entrées d'argent des exploitations, et dans certains cas, plus de 80 % du revenu tiré des cultures, notamment dans certaines des unités de production les plus importantes, dont les ressources monétaires annuelles dépassent 500 000 F CFA voire un million de F CFA. En outre, il faut observer que ce sont les plus gros producteurs d'igname qui vendent également les plus grandes quantités d'autres produits agricoles (céréales, arachide et maintenant coton), cumulant les revenus tirés des différentes spéculations.

Dans la partie méridionale de notre région d'étude, les situations sont très variées et les moyennes recouvrent des inégalités importantes. Les *Lobi* de la sous-préfecture de Nassian peuvent gagner des sommes élevées avec l'igname ; mais, ils ont des revenus inférieurs à ceux de la Z.K.B., parce que les *Koulango* freinent aujourd'hui leurs extensions foncières. Ce sont les *Lobi* installés depuis moins de 10 ans sur les terres vides du nord du département de Bondoukou, et du sud-est de la sous-préfecture de Bouna qui cultivent les plus grandes superficies, pouvant obtenir localement des revenus

comparables à ceux des producteurs de la Z.K.B. En revanche, les *Koulango*, qui sont les plus nombreux, ont des exploitations très petites. La plupart tirent moins de 50 000 F CFA de bénéfices de productions variées et variables selon les exploitations : igname précoce, igname tardive, manioc, maïs, anacarde, et, comme chez les *Lobi* du nord, noix de karité.

L'évolution des différentes zones du Nord-Est, comme leur situation actuelle, ne peuvent se comprendre sans référence au système de production *lobi*. Chez ces migrants, l'igname est plantée en première année sur défriche et suivie par deux ou trois années de cultures de céréales. Ensuite, lorsque les rendements déclinent, le paysan déplace son champ, laissant derrière lui un sol épuisé. L'utilisation de plus en plus importante, depuis quelques années, d'une main-d'oeuvre rémunérée, notamment pour les travaux de défrichement et surtout de buttage de l'igname, en permettant d'étendre les superficies cultivées, accélère le processus d'épuisement des sols.

Ce système de production, qui suppose en permanence de nouvelles terres à défricher, rend compte du départ des *Lobi* de la région située au nord de Bouna, la première pénétrée, et où les sols déjà naturellement fragiles, notamment les sols sableux, sont appauvris par des années de cultures. Dans la Z.K.B., où les *Lobi* se sont installés plus tard, la production est extrêmement importante car les terres ne manquent pas. Mais les champs commencent à être éloignés des villages (parfois plus de 20 km) rendant l'évacuation des produits difficiles. Aussi, cette zone n'est-elle plus actuellement une aire d'immigration. Depuis le début des années 1970, poursuivant leur marche vers le sud, à la recherche de nouvelles terres à igname, les *Lobi* peuplent les savanes arborées et les forêts sèches du nord du département de Bondoukou. Mais ils se heurtent, ici, aux *Koulango* qui les acceptent de plus en plus mal.

Le système de production *lobi* est très extensif et épuise les terres. Son maintien s'explique par la haute productivité qu'il assure au travail. Ainsi, en 1984-85, la culture de l'igname pouvait rapporter près de 2 000 F CFA par journée de travail,

contre moins de 1 000 F CFA pour le riz (10). Seules des cultures arbustives comme le cacao assuraient, à la même époque, au paysan ivoirien, une rémunération supérieure ; mais on ne peut les cultiver ici...

Tant qu'il restera des terres à défricher, le dynamisme *lobi* et la croissance de la production d'igname, entretenue par des raisons en partie économiques, ne trouveront leurs limites que dans les difficultés issues de la commercialisation.

Marchands des villes et commerçants des champs

L'igname précoce, production pondéreuse, fragile, de stockage difficile, a besoin d'un réseau de transport et de circuits commerciaux efficaces. A l'échelle locale, la C.I.D.T. (11), dans le cadre du projet initié par la Banque Mondiale a créé de nouvelles pistes qui constituent autant de voies nouvelles de pénétration des terres vierges et qui bénéficient avant tout à l'igname. Mais à l'échelle régionale, le Nord-Est souffre de son enclavement, le mauvais état de la piste Bouna-Bondoukou augmentant dans des proportions considérables les frais de transports, et décourageant en partie les négociants.

10. Ces chiffres ne peuvent être que des ordres de grandeur, car les rendements comme les ventes varient beaucoup d'une exploitation à l'autre. D'après la C.I.D.T., les rendements potentiels seraient de plus de 11 tonnes par hectare dans la Z.K.B. en 1984-85. Nous avons pris comme base une production disponible de 6-7 tonnes par hectare (une fois déduites les pertes et les semenceaux, mais pas l'autoconsommation) et un prix moyen de 60-65 F CFA/kg, cours observés sur place en novembre et décembre 1985, période de ventes importantes. Certains producteurs ont vendu beaucoup plus cher leur production à Abidjan ; mais il est rare que le volume effectivement commercialisé dépasse 4 tonnes par hectare.

11. C.I.D.T. : Compagnie Ivoirienne pour le Développement des Textiles.

Tableau 1 :
Ethnies des chefs d'exploitations et superficies cultivées dans le Nord-Est (1985-1986)

Ethnie du chef d'exploitation	Nombre d'expl.	Sup. tot. cult./expl. (en ha)	% cult. en ign. /expl.	Sup. tot. cult./hab. (en ha)	Sup. tot. cult. actif (en ha)
Lobi	45	5,99	28,4	0,46	1,12
Koulango	19	2,20	36,9	0,35	0,76
Ensemble	64	4,89	29,5	0,44	1,06

Tableau 2 :
Ethnies et revenus agricoles dans le Nord-Est (1985-1986)

Ethnie du chef d'expl.	Revenu total (milliers F CFA)		Revenu des cult. (milliers F CFA)		Revenus de l'ign. précoce (en %) dans	
	/expl.	/hab.	/expl.	/hab.	l'expl.	les cult.
Lobi	379	29	290	22	48,1	62,9
Koulango	132	21	81	13	6,6	4,0
Ensemble	306	28	228	21	42,4	56,9

Tableau 3 :
Localisation des exploitations et superficies cultivées dans le Nord-Est (1985-1986)

Localisation des exploitations	Nombre d'expl.	Sup. tot. cult./expl. (en ha)	% cult. en ign. /expl.	Sup. tot. cult./hab. (en ha)	Sup. tot. cult. actif (en ha)
Nord	24	4,51	16,3	0,48	1,05
Z.K.B.	19	8,17	34,5	0,48	1,12
Sud	21	2,27	43,6	0,32	0,88
Ensemble	64	4,86	29,5	0,44	1,06

Tableau 4 :
Localisation des exploitations et revenus agricoles dans le Nord-Est (1985-1986)

Localisation des exploit.	Revenu total (milliers F CFA)		Revenu des cult. (milliers F CFA)		Revenus de l'ign. précoce (en %) dans	
	/expl.	/hab.	/expl.	/hab.	l'expl.	les cult.
Nord	200	21	133	14	26,1	39,1
Z.K.B.	615	36	494	29	53,4	66,5
Sud	146	21	95	14	26,1	40,1
Ensemble	306	28	228	21	42,4	56,9

Mais le dynamisme agraire des *Lobi* s'est largement transposé dans le domaine commercial : ce sont eux qui acheminent la plus forte part de la production d'igname précoce vers les marchés urbains. Certes, quelques *Dioula* d'Abidjan, de Bouaké et surtout des villes du Nord-Est viennent chercher l'igname dans les villages, travaillant pour leur propre compte ou en relation avec les grossistes des centres urbains. Des commerçantes de Bondoukou regroupent sur les marchés ruraux les petites quantités vendues par les agriculteurs ou les agricultrices, et les expédient sur Abidjan. Toutefois, l'essentiel du commerce est le fait des *Lobi* eux-mêmes (12). Ils se regroupent à plusieurs, sur une base de voisinage ou de parenté, louent aux transporteurs de Bondoukou ou Bouna des camions et expédient leur récolte sur Abidjan, sous la conduite d'un jeune scolarisé qui connaît la ville et qui se chargera, s'ils ne font pas aussi eux-mêmes le déplacement, de négocier la production.

Ce voyage est d'un intérêt inégal car, avec des frais fixes identiques, le prix de vente du kilo d'igname aux grossistes d'Abidjan varie couramment du simple au triple de juillet à décembre, et du simple au double au cours du même mois. Ainsi, en 1985, les frais étaient de l'ordre de 25 F CFA/kg comprenant : les coûts de transports, la commission de la coopérative, et les dépenses de voyage diverses. A cela, il faut ajouter des pertes de poids assez faibles, de l'ordre de 2,5 % (13), et surtout un pourcentage élevé d'ignames cassées et achetées au tiers ou au quart du prix normal. Dans quelques cas, le voyage peut être très rentable : ainsi, tel producteur de Dimparé en juillet 1985 est allé vendre sa production sur Abidjan ; il n'a eu que peu de tubercules cassés, et a cédé l'essentiel de son stock à 150 F CFA/kg, alors qu'au village, à même époque, on le lui prenait à 75 F CFA/kg seulement ; il a gagné ainsi, près de 50 F CFA net par kilo. Mais souvent, le bilan est moins positif. En décembre 1985, par exemple, deux exploitants de Lomidouo dans la Z.K.B., ont fait le voyage d'Abidjan et vendu entre 45 et 65 F CFA, selon la variété, leur

12. D'après nos estimations, portant sur 114 cas de ventes de plus de 100 kg, plus de 70 % des tonnages commercialisés le sont par les paysans eux-mêmes, des parents ou des voisins, qui vont vendre directement les ignames à Abidjan.

13. Sources : S.E.D.E.S. (1972).

production, au lieu de 30 F CFA/kg sur place ; un troisième, alors que le prix au village était remonté à 45 F CFA/kg a vendu ses ignames entre 65 et 115 F CFA/kg dans la métropole ivoirienne. Au total, deux sur trois, tous frais déduits, ont gagné environ 25 F CFA net par kilo, en commercialisant eux-mêmes leurs ignames, mais un des producteurs a perdu 15 F CFA/kg. En fait, si tous sont partis, c'est parce qu'il n'y avait pas d'acheteurs sur place.

Les producteurs ont pris le relais des négociants parce que ceux-ci jugent le commerce de l'igname peu rémunérateur et surtout trop aléatoire. Les grands marchands du Nord-Est, par exemple, lui préfèrent celui du café et du cacao, dont les marges sont fixes et garanties, ou celui du karité qui répond aux contrats passés avec les grandes maisons de commerce européennes. Ainsi, même si le voyage d'Abidjan peut être exceptionnellement fructueux, c'est avant tout l'assurance d'un débouché qui le justifie et qui conduit les paysans *lobi* à en assumer les risques et à pallier eux-mêmes les carences de l'appareil commercial.

Ceci n'empêche pas de grandes variations dans le revenu des producteurs d'une année sur l'autre, liées au niveau des prix et aux quantités vendues. Les cours ont chuté de 30 % environ entre 1984-85 et 1985-86, à la suite d'une production plus abondante, notamment en pleine période de commercialisation, entre octobre et février. Mais en juillet 1985, c'est-à-dire en début de campagne, les cours étaient élevés : ceux qui ont pu récolter et vendre leur production à ce moment-là ont fait des bénéfices nettement supérieurs à ceux de l'année précédente ; pour les autres, les résultats ont été inégaux. Dans certaines parties de la zone Nord, comme, par exemple, à Saye, c'est-à-dire près de Bouna et des principales pistes, les revenus tirés de l'igname ont augmenté parce que la production avait été faible en 1984-85, et qu'ici la commercialisation est facile. Dans la Z.K.B., les revenus tirés de la vente de l'igname précoce avaient été élevés en 1984-85 ; en 1985-86, la croissance en volume des ventes a tout juste compensé la chute des prix. Dans les villages du sud les plus éloignés des villes et des pistes principales, les revenus tirés de l'igname ont baissé : en 1984-85, des marchands étaient venus car les cours étaient hauts et la production recherchée ;

mais en 1985-86, les commerçants ne sont pas venus, et les exploitants qui n'ont pas l'habitude d'aller chercher des camions en ville parce qu'ils en sont éloignés et que les transporteurs hésitent à lancer leurs véhicules sur des pistes en trop mauvais état, ont moins vendu de tubercules que l'année précédente.

Globalement, à l'échelle régionale, les revenus se sont maintenus ou ont augmenté grâce à la croissance des ventes d'autres produits, notamment la noix de karité, mais pratiquement partout, entre 1984-85 et 1985-86, la part de l'igname dans les ventes des exploitations a diminué. C'est aussi un des atouts des agriculteurs que d'avoir la possibilité de compenser, selon les années, une spéculation par une autre.

De la ville à la campagne

La paysannerie ivoirienne a montré jusqu'à présent une remarquable aptitude à répondre aux besoins des agglomérations urbaines. Elle l'a pu parce que l'alimentation des villes est restée fondamentalement africaine. Elle l'a pu également parce que l'exode rural n'a pas stérilisé les campagnes, la population agricole restant stable ou comme dans le cas du nord-est ivoirien augmentant par croît naturel et immigration venue du Burkina.

La réponse paysanne se fait sans véritable transformation des techniques de production : l'outillage et les façons culturales restent les mêmes. C'est particulièrement vrai ici où la croissance de la production d'igname se fait par extension des superficies cultivées. Certes, il existe des mutations parfois importantes, mais celles-ci sont ponctuelles : c'est le cas par exemple du développement de la riziculture irriguée qui se fait dans le cadre de périmètres limités en superficie, touchant un faible nombre de paysans et dont l'essor est lié à la relative saturation foncière et à l'épuisement des sols qui conduisent les agriculteurs à adopter des méthodes plus intensives. Encore, ces cas sont-ils rares : presque toujours, les paysans préfèrent migrer plutôt que de changer leurs techniques : c'est particulièrement vrai des *Lobi* qui ont une vieille tradition de déplacement.

Par ailleurs, lorsqu'une culture vivrière atteint un certain degré de commercialisation, comme c'est le cas pour l'igname précoce ici, elle tend à présenter beaucoup de points communs avec les grandes cultures d'exportation. La production et la vente sont contrôlées par les hommes. L'utilisation d'une main-d'oeuvre rémunérée se développe. L'écoulement de la récolte sur les marchés s'effectue en une ou deux fois, et les revenus sont consacrés à de gros achats : postes de radio, ciment et tôles pour les maisons, mobylettes (14), etc. Enfin, comme dans le cas des cultures d'exportation, le développement d'une agriculture marchande pour les villes se fait parce que celle-ci rémunère correctement la force de travail.

Toutefois, ces cultures souffrent de deux maux que ne connaissent pas les grands produits d'exportation : l'instabilité des prix au producteur et l'absence de garantie d'achat. Aussi, en année de forte production, les cours s'effondrent-ils et les récoltes pourrissent dans les champs comme ce fut le cas en pays lobi pour l'igname en 1986.

Avec l'igname précoce, on a affaire à un produit du commerce à longue distance. On aurait pu penser qu'il nécessitât des capitaux importants et une organisation très stricte. Il n'en est rien. Les circuits sont extrêmement diversifiés, mais en général le fait d'agents sans grande assise financière. L'essentiel de la production est acheminé par les paysans. Pour ceux-ci, la commercialisation directe permet de faire sauter un goulet d'étranglement : celui du transport sur les lieux de consommation, mais il ne résout pas tout : les agriculteurs vendent dans les grandes villes à des grossistes qui se trouvent en position de force ; d'autre part, ils se heurtent à la fois à la concurrence d'autres régions productrices, notamment le pays sénoufo, et aux limites du marché ; le principal écueil est alors celui du stockage des surplus agricoles, qui n'est pas résolu dans le cas de l'igname. On reproche souvent aux commerçants de spéculer sur les cours et d'être à l'origine de difficultés de ravitaillement des villes : mais peut-on les accuser quand on leur laisse le

14. L'originalité des *Lobi* tient à ce que les vieux responsables de maisonnées thésaurisent une partie importante de leur argent pour constituer entre autre l'héritage : il nous a été impossible de connaître l'ampleur de cette pratique, qui diminue d'autant les achats de biens de consommation courants et les possibilités d'investissement de l'exploitation.

choix comme ici, au moins pour les plus grands d'entre eux, entre un secteur axé sur les produits d'exportation et rentable, et un secteur axé sur les vivres et peu sûr ?

Il est remarquable que l'essor de l'igname précoce soit essentiellement dû à l'initiative paysanne, alors que plusieurs tentatives de développement de cultures marchandes, avec l'appui de la puissance publique, avaient échoué ici, notamment un essai d'introduction du coton dans les années 1960, et qu'il a fallu attendre les années récentes pour voir se développer, dans le cadre d'une opération bénéficiant de gros moyens, la culture cotonnière.

Cette relative réussite est en partie le produit d'un dynamisme ancien et de réalités nouvelles symbolisé par la prise en charge de la commercialisation des ignames par les populations *lobi*, qui s'inscrit dans une tradition de migration, de voyage, d'esprit d'aventure, mais qui est aussi profondément reliée au monde moderne par l'expérience de la ville qu'elle suppose et par la prise en compte des réalités de l'économie marchande.

Enfin, sur un plan plus général, le développement de l'igname précoce destinée à l'approvisionnement des villes a eu pour effet ici un rôle de rééquilibrage régional, en apportant au Nord-est un palliatif, au moins partiel, à son retard économique, et en le rendant plus solidaire des marchés urbains forestiers. Il a été un puissant moyen d'ouverture du pays *lobi* resté longtemps replié sur lui-même.

Bibliographie

- Boutillier (J.L.), 1971. « Les Koulango devant la disparition du commerce précolonial », *Cah. ORSTOM*, série Sci. Hum., vol. XVIII, n° 3 : 243-253.
- C.I.D.T.- Rapports annuels d'activité, Bouaké.
- Fiéloux (M.), 1980. *Les sentiers de la nuit*, Paris, ORSTOM (coll. Travaux et Documents, n° 110), 199 p.
- Labouret (H.), 1931. *Les tribus du rameau lobi* (Volta noire moyenne), Paris, Institut d'Ethnologie, VII, 510 p.

- Requier Desjardins D., 1986. « Urbanisation et évolution des modèles alimentaires : l'exemple de la Côte d'Ivoire », in *Nourrir les villes en Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan (coll. Villes et entreprises) : 161-178.
- République de Côte d'Ivoire, Ministère de l'agriculture, Direction de la Programmation, de la Budgétisation et du Contrôle de Gestion. *Statistiques agricoles, rapports annuels*, Abidjan.
- République de Côte d'Ivoire, Ministère de l'Economie et des Finances, Direction de la Statistique, 1984.- *Enquête budget-consommation, 1979*, résultats généraux sur la consommation alimentaire des ménages africains de Côte d'Ivoire, Abidjan, 203 p. multigr.
- Savonnet (G.), 1962. « La colonisation du pays Koulango (Haute Côte d'Ivoire) par les Lobi de Haute-Volta », *Cahiers d'Outre-Mer*, XV, 57 : 25-46, illustr., cart.
- Savonnet (G.), 1985. Instabilité des Lobi dans le nord-est ivoirien et développement agro-pastoral, Bouaké, C.I.D.T., 70 p. multigr.
- S.E.D.E.S., 1972. La commercialisation des produits vivriers. Etude économique, Abidjan, République de Côte d'Ivoire, Ministère du Plan, vol. 1, 155 p. multigr.

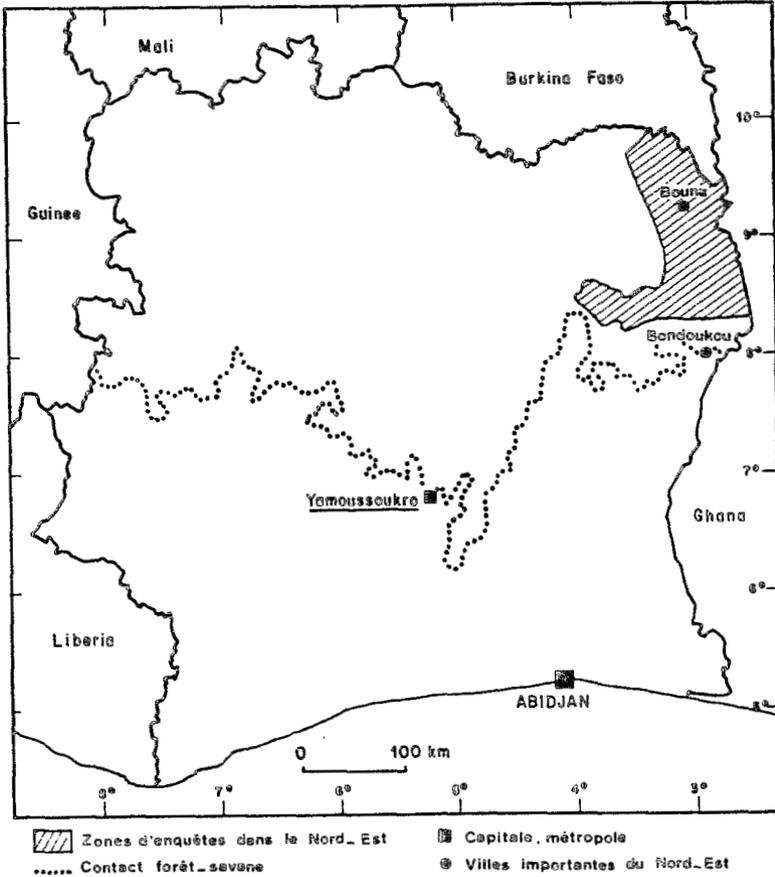


Fig. 1 – Le Nord-Est de la Côte d'Ivoire

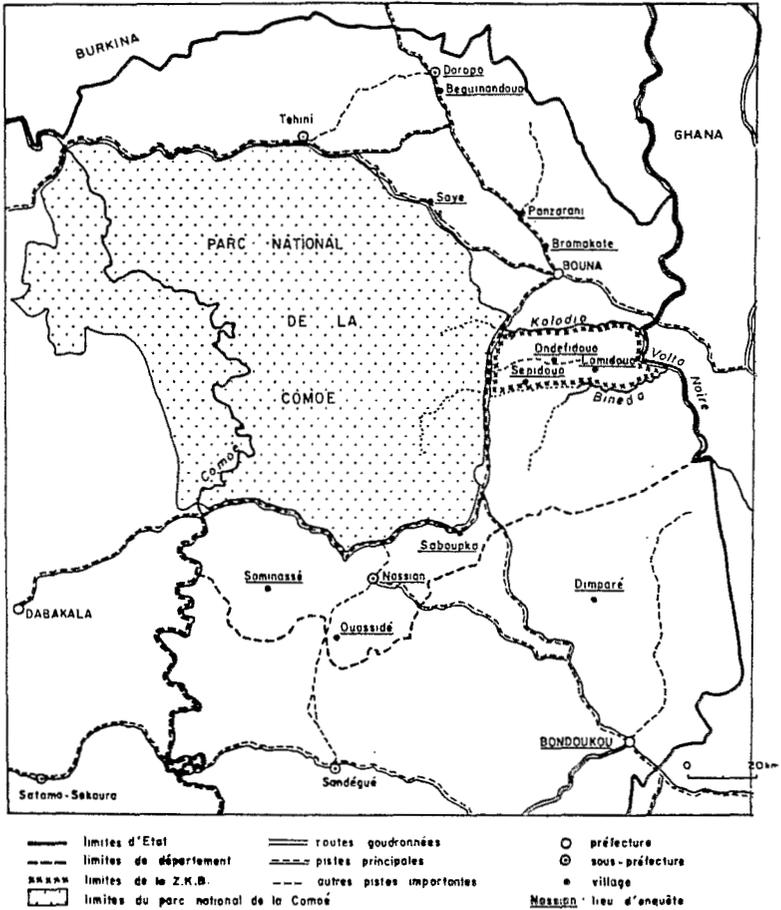


Fig. 2 – Pays lobi et koulango : carte de localisation